



Bureau sous-régional en Afrique du Nord
Comité intergouvernemental de hauts fonctionnaires
et d'experts pour l'Afrique du Nord
Quarantième réunion
Rabat (hybride), 11-13 novembre 2025

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*
Évolution des conditions économiques et sociales
en Afrique du Nord : examen du profil sous-régional

Développement socioéconomique en Afrique du Nord : profil sous-régional 2024-2026

* ECA/SRO-NA/ICSOE/40/1.



Résumé

1. La reprise économique dans les pays d'Afrique du Nord est restée fragile et inégale en 2024, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de la sous-région s'établissant à 1,9 %, soit une légère hausse par rapport à 2023 (1,0 %). Cette croissance modérée était portée par le développement des secteurs non pétroliers, un rebond agricole dans certains pays, et des investissements publics soutenus. Cependant, des déséquilibres structurels, la forte inflation dans plusieurs pays et les vents contraires dans le domaine géopolitique (en particulier le conflit en cours au Soudan et l'aggravation des tensions au Moyen-Orient) continuent de peser lourdement sur les performances de la sous-région. Certes, l'inflation s'est réduite à 15,5 % en moyenne, contre 19,8 % en 2023, mais elle reste élevée en Égypte et au Soudan, ce qui y a déclenché un resserrement monétaire agressif, tandis que le Maroc et la Mauritanie ont commencé à relâcher leur politique avec prudence. Les pressions budgétaires persistent ; les déficits et le fardeau de la dette se sont creusés en Algérie et en Égypte, tandis que la Libye, le Maroc et la Mauritanie ont réalisé de modestes avancées en ce qui concerne l'assainissement budgétaire et la stabilité de leur compte extérieur.

2. L'année 2025 devrait marquer un tournant : on s'attend que la croissance du PIB s'accélère pour atteindre 3,6 %, soutenue par un rebond cyclique dans les pays exportateurs de pétrole, une amélioration des conditions agricoles et de nouveaux flux d'investissements. Toutefois, même cette hypothétique reprise devrait être inégale et conditionnelle. Le Maroc et la Mauritanie devraient maintenir leur élan, soutenus l'un par la croissance de son secteur industriel et l'autre par les exportations de gaz, tandis que la reprise en Libye dépend fortement de la stabilité de sa production pétrolière. L'Algérie et l'Égypte devraient réaliser de modestes avancées, limitées par la faible confiance des investisseurs, les difficultés rencontrées dans la gestion de l'inflation et la lenteur de la mise en œuvre des réformes. Le Soudan demeure plongé dans une crise profonde ; sans un apaisement du conflit, ses perspectives de redressement sont minimes.

3. Les déficits budgétaires devraient rester importants, atteignant en moyenne 6,5 % du PIB en 2025. Cependant, une certaine amélioration est attendue dans les pays où la mobilisation des recettes est en progression, et qui maintiennent une grande prudence en matière de dépenses. Dans le même temps, les soldes extérieurs s'affaiblissent, après avoir enregistré un léger excédent en 2023. Le déficit de la balance courante régionale a atteint 2,4 % du PIB en 2024, et devrait se creuser légèrement pour atteindre 2,5 % du PIB en 2025. Cette évolution est le fruit de la baisse des recettes provenant des hydrocarbures, de la hausse de la demande d'importations et de la persistance d'un déséquilibre des paiements extérieurs en Égypte, en Mauritanie et en Tunisie, bien que la Libye et le Maroc restent relativement plus résilients. L'inflation devrait encore diminuer dans la plupart des pays, même si les tactiques employées par différents pays seront déterminées par les disparités dans la capacité monétaire et les vulnérabilités extérieures. La soutenabilité de la dette restera une source majeure de préoccupations, en particulier en Égypte et en Tunisie, où les coûts élevés du service et le resserrement des conditions de financement accroissent les risques de refinancement. L'Algérie et la Mauritanie maintiennent une dynamique d'endettement plus stable, tandis que le Soudan reste surendetté, ses réserves étant presque épuisées.

4. Sur le plan social, l'absorption de la main-d'œuvre par le marché de l'emploi devrait rester faible en 2025, en particulier en Algérie et au Soudan, où l'emploi se concentre dans le secteur informel. La pauvreté multidimensionnelle demeure répandue, particulièrement en Mauritanie et au Soudan, où le manque de formation et le faible niveau de vie sont les principales sources de privation. Même dans les pays où la pauvreté monétaire est faible, les

inégalités persistantes dans l'accès à l'enseignement et à des services de haute qualité font obstacle à un développement inclusif.

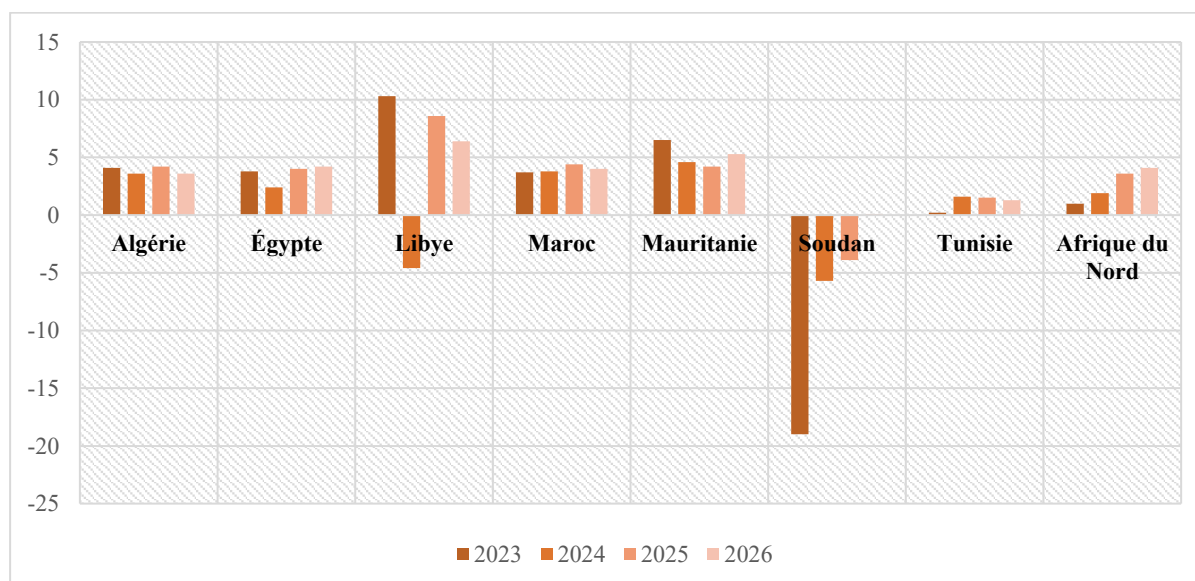
5. Si l'année 2025 offre à l'Afrique du Nord l'occasion de s'orienter vers une reprise plus soutenue, les progrès restent fortement tributaires de la stabilité géopolitique, du maintien de la dynamique des réformes et de la coopération régionale. Pour transformer les avancées à court terme en une croissance durable et inclusive, il faudra remédier aux vulnérabilités structurelles en diversifiant l'économie, en procédant à des investissements sociaux ciblés, en consolidant les institutions et en renforçant la résilience face aux changements climatiques.

I. Concilier croissance, réforme et risque

6. La croissance économique en Afrique du Nord est restée fragile en 2024. Le PIB réel n'a augmenté que de 1,9 %, ce qui représentait tout de même une légère amélioration par rapport à l'année précédente (1,0 %). La faiblesse de la croissance est la conséquence de déséquilibres structurels persistants, de chocs exogènes et d'incertitudes sur le plan géopolitique. De plus, ce chiffre masque de fortes divergences entre les différents pays : certains pays, comme la Libye et le Soudan, sont en proie à des conflits ; d'autres, comme la Mauritanie, constituent de véritables poches de résilience ; d'autres encore (Algérie, Égypte, Maroc, Tunisie) connaissent une reprise relativement stable, quoique modeste. La figure I illustre le taux de croissance des différents pays d'Afrique du Nord, ainsi que la moyenne sous-régionale, de 2023 à 2026.

7. Les perspectives régionales sont profondément marquées par la hausse des tensions géopolitiques, telles que la guerre au Soudan, l'intensification du conflit au Moyen-Orient et la guerre prolongée entre la Fédération de Russie et l'Ukraine. Les perspectives sous-régionales pour 2025 indiquent que la croissance économique s'accélèrera légèrement pour atteindre 3,6 %, sous l'effet de rebonds cycliques dans les pays exportateurs de pétrole, d'une amélioration de la production agricole dans certains pays et de la multiplication de nouveaux cycles d'investissement, en particulier dans les infrastructures extractives et énergétiques. D'ici à 2026, la croissance devrait encore s'accroître pour atteindre 4,1 %, en supposant que la stabilisation macroéconomique se poursuive, qu'il n'y ait pas de chocs politiques majeurs et que la situation de la demande extérieure soit favorable.

Figure I
Taux de croissance en Afrique du Nord
 (en pourcentage)



Source : Calculs de l'auteur, d'après les statistiques nationales de l'Algérie, de l'Égypte, du Maroc, de la Mauritanie et de la Tunisie ; *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2025* (publication des Nations Unies, 2025) ; Nations Unies, *World Economic Situation and Prospects as of mid-2025 (Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2025* ; publication des Nations Unies, 2025).

8. Le PIB réel de l'Algérie a augmenté de 3,6 % en 2024, contre 4,1 % en 2023, grâce à une forte activité hors hydrocarbures, dans les secteurs agroalimentaire, pharmaceutique et agricole. L'économie de ce pays devrait connaître une croissance de 4,2 % en 2025 et de 3,6 % en 2026, portée par un rebond du secteur des hydrocarbures et par la vigueur continue de ses activités non liées aux hydrocarbures, bien que la faiblesse des dépenses publiques et la persistance de contraintes structurelles puissent peser sur les résultats globaux. L'économie égyptienne s'est affaiblie en 2024, enregistrant une croissance d'à peine 2,4 %, contre 3,8 % en 2023. Ce ralentissement était dû à la faiblesse des performances du secteur de l'énergie, et à la chute drastique des recettes tirées du canal de Suez en raison des perturbations des transports maritimes en mer Rouge. Une forte inflation, exacerbée par les réformes des subventions et la libéralisation des taux de change, a freiné la consommation des ménages. Toutefois, une reprise provisoire est attendue à mesure de l'application du programme d'ajustement appuyé par le Fonds monétaire international (FMI). La croissance devrait passer à 4,0 % en 2025 et à 4,2 % en 2026, grâce à l'amélioration de la confiance des investisseurs, à la reprise du tourisme et à un meilleur fonctionnement des marchés de change. L'économie libyenne s'est contractée d'environ 4,6 % en 2024 en raison de perturbations dans le secteur des hydrocarbures, mais elle devrait rebondir fortement en 2025, avec une croissance estimée à 8,6 %, principalement due à la reprise et à l'expansion de la production pétrolière.

9. La Mauritanie représente l'économie pionnière la plus dynamique de la sous-région, avec une croissance de 4,6 % en 2024 malgré un environnement difficile pour les matières premières. Bien que ses exportations de minerai de fer aient été freinées par la baisse des cours sur les marchés mondiaux, le pays a bénéficié de bons résultats dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, et d'un environnement favorable aux investissements publics. La croissance devrait se réduire à 4,2 % en 2025, en raison d'un ralentissement dans le secteur extractif, qui

avait été un des principaux moteurs de l'expansion économique au cours des années précédentes. Toutefois, avec le début des exportations de gaz provenant du champ de la Grande Tortue Ahmeyim, la croissance du PIB devrait atteindre 5,3 % en 2026, la stabilisation de la production de minéraux étant compensée par la matérialisation des premiers gains tirés des exportations de gaz.

10. La croissance de l'économie marocaine a légèrement progressé, passant de 3,7 % en 2023 à 3,8 % en 2024, sous l'effet d'une forte demande intérieure et d'un rebond dans certains secteurs non agricoles tels que l'exploitation minière et la construction, malgré une contraction de la valeur ajoutée agricole due à l'irrégularité des précipitations. Le secteur secondaire (dont l'industrie automobile et l'aéronautique) est demeuré robuste, et l'inflation a fortement chuté, pour s'établir à 1 %, ce qui a amélioré la consommation réelle. La croissance devrait s'améliorer pour atteindre 4,4 % en 2025, et ne reculer que légèrement pour revenir à 4,0 % en 2026, soutenue par une augmentation de la demande intérieure, par une hausse des investissements (publics comme privés), ainsi que par la reprise attendue de l'agriculture. Toutefois, les perspectives concernant l'exportation pourraient être mises à mal par la montée du protectionnisme, en particulier sur les marchés de l'Union européenne et des États-Unis d'Amérique.

11. Le Soudan demeure l'économie la plus fragile de la sous-région. Son PIB a reculé de 5,7 % en 2024, après avoir connu un effondrement encore plus brutal en 2023. Le conflit armé en cours a dévasté l'agriculture, causé le déplacement de millions de personnes et paralysé les institutions publiques. En 2025, la contraction de l'économie devrait rester à 3,9 %, suivie d'une faible stabilisation à 0,1 % en 2026 (en supposant qu'une solution politique soit trouvée). Même dans les scénarios les plus optimistes, c'est un long et difficile parcours vers le relèvement qui attend le Soudan, qui aura besoin d'efforts massifs dans les domaines de la reconstruction, de l'aide humanitaire et de la refondation des institutions.

12. La Tunisie reste prise au piège de la faible croissance, son développement économique étant entravé par des rigidités structurelles, l'incertitude sur le plan politique, et la faiblesse du financement extérieur. Son PIB a crû de 1,6 % en 2024, grâce à des avancées modestes réalisées dans les secteurs de l'agriculture, du tourisme et du raffinage du pétrole, mais la fragilité budgétaire et le retard pris dans la mise en place de réformes continuent de décourager les investissements. La croissance devrait ralentir pour atteindre 1,5 % en 2025 et 1,3 % en 2026, laissant le pays en proie à une croissance faible, qui ne sera pas suffisante pour réduire le taux de chômage ou remédier aux vulnérabilités socioéconomiques profondément enracinées.

13. Les perspectives de croissance pour 2025 et 2026 en Afrique du Nord sont prudemment optimistes, mais demeurent inégales, au vu des importantes disparités structurelles, qui compromettent la capacité de la sous-région à réaliser une reprise générale. Si l'économie de certains pays montre des signes de dynamisme grâce aux réformes et aux flux d'investissements, celle d'autres pays reste plombée par des conflits, des déséquilibres sur le plan macroéconomique ou des faiblesses institutionnelles. En outre, cette disparité est exacerbée par des divergences entre les différents secteurs : la vulnérabilité de l'agriculture face aux changements climatiques, l'instabilité du marché des hydrocarbures et la faiblesse de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière pèsent sur la productivité et la création d'emplois, tandis que la dépendance excessive de l'économie à l'égard des dépenses publiques limite la marge de manœuvre budgétaire à long terme. Pour soutenir la reprise et éviter de creuser les écarts, la sous-région devrait s'attacher à diversifier son économie, à mettre en place des réformes structurelles et à mieux coordonner ses politiques, en particulier en ce qui concerne la riposte face aux risques climatiques, l'intégration commerciale et la vulnérabilité sociale.

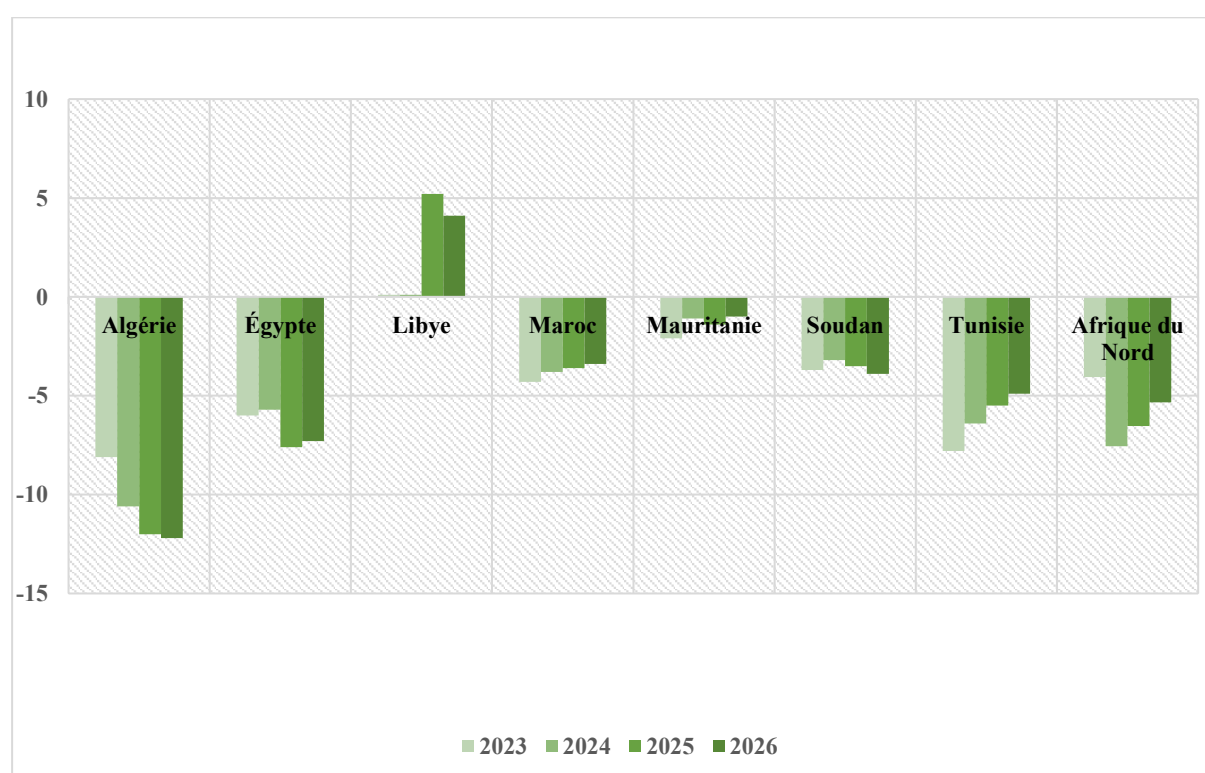
II. Tensions budgétaires, disparités, et la route vers la durabilité

14. D'après la Commission économique pour l'Afrique¹, la situation budgétaire de l'Afrique du Nord devrait continuer à subir d'importantes pressions en 2025, le déficit budgétaire régional devant atteindre 6,5 % du PIB si l'on inclut le Soudan, contre 7,6 % en 2024. Bien que cela constitue une légère amélioration, le déficit reste bien au-dessus du niveau d'avant la crise, et indique la persistance de vulnérabilités budgétaires structurelles. Les soldes budgétaires des pays d'Afrique du Nord et la moyenne sous-régionale pour les années 2023 à 2026 sont indiqués à la figure II.

Figure II

Soldes budgétaires en Afrique du Nord

(en pourcentage du PIB)



Source : Calculs de l'auteur, d'après les statistiques nationales de l'Égypte, du Maroc, de la Mauritanie et de la Tunisie ; Banque africaine de développement, *Perspectives économiques en Afrique 2025 : Tirer le meilleur parti du capital de l'Afrique pour favoriser son développement* (2025) ; Commission économique pour l'Afrique, *Rapport économique sur l'Afrique 2025 — Faire progresser la mise en œuvre de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine : Proposition d'actions stratégiques transformatrices* (Addis-Abeba, 2025).

15. Le déficit budgétaire algérien devrait se creuser pour atteindre 12,0 % du PIB en 2025, contre 10,6 % en 2024 et 8,1 % en 2023. Cette détérioration est due à la baisse des recettes provenant des hydrocarbures, à l'augmentation des dépenses de redistribution et d'investissement et à la lenteur de la diversification des sources de recettes. Même si les

¹ Voir *Rapport économique sur l'Afrique 2025 — Faire progresser la mise en œuvre de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine : Proposition d'actions stratégiques transformatrices* (Addis-Abeba, 2025).

économies d'hydrocarbures continuent à financer ce déficit, cette approche devient de moins en moins tenable. Les consolidations budgétaires prévues, telles que la rationalisation des investissements et les réformes fiscales, ne devraient produire que des gains graduels.

16. En Égypte, le déficit budgétaire devrait rester élevé : 7,6 % du PIB en 2025, contre 5,7 % en 2024. Le service de la dette absorbe une part importante des recettes, ce qui limite la flexibilité budgétaire. Malgré les réformes visant à accroître l'efficacité et les rentrées d'impôts, la situation budgétaire du pays reste alourdie par des besoins de financement persistants et une faible élasticité des recettes.

17. La Libye devrait enregistrer un excédent budgétaire de 5,2 % du PIB en 2025, contre 0,1 % au cours des deux années précédentes, grâce à une forte production pétrolière et à des prix à l'exportation favorables. Toutefois, ces perspectives positives restent vulnérables aux fluctuations des cours de l'énergie sur les marchés mondiaux et à l'instabilité politique actuelle. En Mauritanie, le déficit budgétaire devrait se creuser pour atteindre 1,4 % en 2025, malgré l'amélioration des recettes fiscales provenant des secteurs des télécommunications et des industries extractives. En effet, l'augmentation des dépenses en équipement (en particulier celles liées au projet gazier du champ Grande Tortue Ahmeyim) continuent de peser sur les soldes budgétaires.

18. Le Maroc poursuit petit à petit son assainissement budgétaire : le déficit devrait se réduire pour ne plus atteindre que 3,6 % du PIB en 2025. Cette amélioration est portée par la hausse des recettes fiscales, la baisse des subventions à l'énergie et l'adoption d'outils de financement innovants. Néanmoins, les dépenses sociales et les plans d'infrastructure pourraient limiter les efforts ultérieurs en vue d'un resserrement. En Tunisie, le déficit devrait diminuer pour atteindre 5,5 % en 2025, du fait de modestes gains fiscaux et de la limitation des dépenses. Toutefois, le manque d'avancées réalisées dans la mise en place des réformes entrave l'accès au financement et suscite des doutes concernant la durabilité des améliorations.

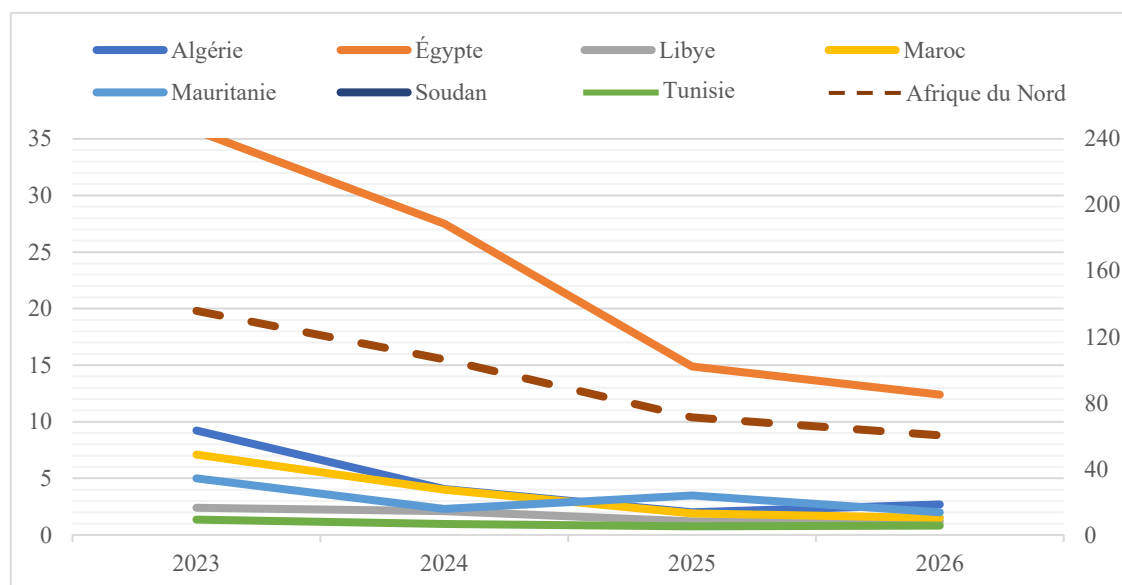
19. En Afrique du Nord, les résultats budgétaires varient considérablement. La Libye, le Maroc et la Tunisie ont amélioré leur situation, tandis que l'Algérie, l'Égypte, la Mauritanie et le Soudan sont aux prises avec un déficit croissant. Les taux d'intérêt élevés sur le marché mondial et la restriction des financements extérieurs aggravent les difficultés. La viabilité budgétaire exigera un approfondissement des réformes, un élargissement de l'assiette fiscale, une rationalisation des dépenses et une meilleure gestion de la dette dans l'ensemble de la sous-région.

III. Suivi de la dynamique de l'inflation et des ajustements monétaires

20. En 2024, le taux d'inflation moyen pour l'Afrique du Nord s'est établi à 15,5 % (contre 19,8 % en 2023), sous l'effet des pressions persistantes exercées par les cours des matières premières sur les marchés mondiaux, la dépréciation de la monnaie et les déséquilibres budgétaires structurels. Si certains pays ont connu un ralentissement de l'inflation, celle-ci reste de loin supérieure aux normes historiques dans toute la sous-région, en raison de la persistance des séquelles de la pandémie et de la hausse de l'incertitude sur le plan géopolitique. En réponse, la plupart des banques centrales ont adopté des politiques monétaires plus strictes, augmentant leur taux d'intérêt ou maintenant un taux d'intérêt élevé afin d'ancrer les anticipations inflationnistes et de stabiliser les taux de change. Ces mesures visaient à freiner les pressions exercées sur la demande dans un contexte de faiblesse des marges budgétaires, où les autorités monétaires supportent souvent la plus grande part du fardeau de l'ajustement.

L'évolution du taux d'inflation des pays d'Afrique du Nord et de la moyenne sous-régionale pour les années 2023 à 2026 est illustrée à la figure III.

Figure III
Dynamique de l'inflation en Afrique du Nord
(en pourcentage)



Source : Calculs de l'auteur, d'après les statistiques nationales de l'Algérie, de l'Égypte, de la Libye, du Maroc, de la Mauritanie et de la Tunisie ; *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2025* (publication des Nations Unies, 2025) ; Nations Unies, *World Economic Situation and Prospects as of mid-2025* (*Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2025* ; publication des Nations Unies, 2025).

Note : L'échelle le long de l'axe vertical de droite vaut pour le Soudan.

21. En 2025, l'inflation régionale devrait encore baisser pour atteindre 10,4 %, grâce à la stabilisation des taux de change, au resserrement plus précoce de la monnaie et à la chute des cours mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie. Toutefois, le rythme de la désinflation varie, ce qui suscite des réponses diverses. Certaines banques centrales ont prudemment commencé à assouplir les cycles pour soutenir la croissance, tandis que d'autres ont maintenu la stabilité en raison d'un risque d'inflation persistant ou de contraintes institutionnelles. Ces divergences sont le résultat d'une intensification de l'hétérogénéité sur le plan macroéconomique, la politique monétaire étant de plus en plus adaptée à la trajectoire de l'inflation, aux vulnérabilités externes et à la crédibilité des politiques dans chaque pays.

Tableau 1

Moyenne annuelle des taux de change dans les pays d'Afrique du Nord

(en unité monétaire locale, par dollar des États-Unis)

	2023	2024	2025
Algérie	135,8	136,7	144,8
Égypte	25,8	36,4	50,6
Libye	4,8	4,9	4,8
Maroc	10,1	9,9	9,8
Mauritanie	36,5	39,3	39,7
Soudan	704,5	2 173,3	5 132,5
Tunisie	3,1	3,1	3,2

Source : Banque africaine de développement, base de données socioéconomiques. Disponible à l'adresse suivante : <https://dataportal.opendataforafrica.org/ydixvvd> (site consulté en janvier 2025).

Tableau 2

Principaux taux directeurs dans les pays d'Afrique du Nord

(en pourcentage)

Taux directeur	2020	2021	2022	2023	2024
Algérie	3	3	3	3	3
Égypte	8,25	8,25	16,25	19,25	27,25
Maroc	1,5	1,5	2,5	3	2,5
Mauritanie	5	5	7	7	8
Soudan	30,6	28,2	41,78	..	..
Tunisie	6,25	6,2	7,25	8	8

Source : Focus Economics, *Policy Interest rate*, 2025.

22. En Algérie, l'inflation a sensiblement ralenti, passant de 9,2 % en 2023 à 4,1 % en 2024, sous l'effet de la baisse des prix des denrées alimentaires, dans un contexte de retour à la normale pour les chaînes d'approvisionnement et d'amélioration de la production agricole. La stabilité du dinar (voir tableau 1), conjuguée à l'augmentation des dépenses de subventions et à des paiements de transfert ciblés, a renforcé le pouvoir d'achat des ménages, en particulier parmi les groupes vulnérables. Malgré ces pressions désinflationnistes, la Banque d'Algérie maintient une attitude accommodante, son taux directeur de référence restant inchangé, à 3 % depuis mai 2020 (voir tableau 2)². L'inflation devrait encore baisser pour s'établir à 2,0 % en 2025 et à 2,7 % en 2026, grâce à la poursuite de la baisse des prix intérieurs des denrées alimentaires et des programmes de subventions publiques. Le taux directeur réel reste légèrement négatif, en raison de l'inflation relativement modérée que connaît le pays et de sa

² Voir aussi : <https://www.bank-of-algeria.dz/statistiques/>.

préférence pour la gestion administrative de la liquidité plutôt que pour les outils monétaires fondés sur le marché.

23. En Égypte, l'inflation est retombée à 27,5 % en 2024, principalement en raison d'une forte dépréciation de la livre égyptienne consécutive à la transition vers un régime de change plus souple, et de la hausse des prix du carburant et de l'électricité provoquée par les réformes des subventions. En réponse, la Banque centrale égyptienne³ a lancé son premier cycle d'assouplissement monétaire depuis les hausses brutales enregistrées en 2022, 2023 et 2024 (voir tableau 2), réduisant les taux de 225 points de base le 17 avril 2025, abaissant les taux des dépôts et des prêts à 25 % et 26 % respectivement, puis d'encore 100 points de base le 22 mai 2025, pour les ramener à 24 % et 25 %. Ces mesures suivaient une période de fort resserrement monétaire, marquant un virage en vue de la normalisation. L'inflation devrait descendre à 14,9 % en 2025 et à 12,4 % en 2026. Toutefois, des inquiétudes persistent au sujet de la liquidité extérieure, car les actifs étrangers nets des banques commerciales sont restés en territoire négatif pendant sept mois consécutifs, jusqu'en février 2025.

24. La Libye a connu une baisse de l'inflation, qui est passée de 2,4 % en 2023 à 2,1 % en 2024, surtout en raison de la baisse des cours des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux. En avril 2025, la Banque centrale libyenne a dévalué le dinar de 13,3 % pour corriger les distorsions monétaires⁴. L'inflation devrait encore diminuer, pour atteindre 1,2 % en 2025 et 2026. Néanmoins, la politique monétaire reste largement inactive, sans taux directeur opérationnel, et avec une marge de manœuvre limitée pour les mécanismes de transmission, en raison de la prépondérance budgétaire et des contrôles monétaires administratifs.

25. En Mauritanie, l'inflation a fortement chuté, passant de 5,0 % en 2023 à 2,3 % en 2024, grâce à la baisse des prix des denrées alimentaires et du pétrole et à la rigueur monétaire exercée par la Banque centrale. En octobre 2024, la Banque centrale a amorcé un cycle d'assouplissement prudent, en ramenant le taux directeur à 7,25 %⁵. C'était la conséquence d'une inflation modérée et de la nécessité de stimuler l'investissement, dans un contexte de faiblesse de la demande intérieure. On prévoit un taux d'inflation atteignant 3,5 % en 2025, avant de descendre à 2,0 % en 2026. L'ouguiya s'est dépréciée par rapport au dollar des États-Unis : alors qu'un dollar valait 36,5 ouguiyas en 2023, il en valait 39,3 en 2024. Le lancement d'une plateforme officielle d'échange de devises a contribué à cette évolution. La monnaie devrait encore se déprécier, pour arriver à un taux de change de 39,7 ouguiyas pour un dollar en 2025 (voir tableau 1).

26. Au Maroc, l'inflation a fortement baissé, passant de 7,1 % en 2023 à 4,0 % en 2024, en raison de la baisse des prix tant des denrées alimentaires que des produits non alimentaires. En réaction, la banque centrale a réduit son taux directeur deux fois de 25 points de base en 2024, pour atteindre 2,50 % à la fin de l'année (voir tableau 2). Une nouvelle réduction de 25 points

³ Voir www.cbe.org.eg/en/; www.cbe.org.eg/-/media/project/cbe/listing/mpc-meetings/2025/english/eng_mpc-press-release-apr-17-2025.pdf ; et www.cbe.org.eg/en/news-publications/news/2025/05/22/14/05/mpc-press-release-22-may-2025.

⁴ Voir <https://cbl.gov.ly/en/exchange-rate-policy/>.

⁵ FMI, République islamique de Mauritanie : Rapport des services du FMI pour les consultations de 2024 au titre de l'article IV, troisièmes revues des accords au titre de la Facilité élargie de crédit et du Mécanisme élargi de crédit, demande de modification de critères de réalisation quantitatifs et deuxième revue de l'accord au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité — Communiqué de presse ; rapport des services du FMI ; déclaration de l'administrateur pour la République islamique de Mauritanie, Rapport de pays, n° 24/362 (Washington, 2024).

de base au début de 2025 a porté le taux à 2,25 %, l'inflation étant restée modérée⁶. L'inflation ne devrait pas dépasser 1,9 % en 2025 ; elle devrait même se stabiliser autour de 1,5 % en 2026, grâce à l'amélioration de la production agricole, à la modération de la politique d'assouplissement monétaire, à des réformes budgétaires (y compris des ajustements apportés aux subventions) et à l'inflation extérieure transmise par les filières d'importation. Étant donné que l'inflation est sous contrôle, et au vu de la stabilité du dirham, le Maroc continue de maintenir un taux d'intérêt réel légèrement positif, laissant la place à une politique monétaire visant à stimuler la croissance.

27. La Tunisie a maintenu une politique de resserrement monétaire tout au long de l'année 2024, la Banque centrale tunisienne ayant maintenu son taux directeur à 8,0 % (voir tableau 2), ce qui a contribué à ramener l'inflation, qui était de 9,3 % en 2023, à 6,7 % en 2024. Le dinar est resté relativement stable par rapport à l'euro et au dollar des États-Unis (voir tableau 1), facilitant la gestion de l'inflation. Un assouplissement modéré de la politique a porté le taux à 7,5 % en 2025⁷, bien que les risques d'inflation persistent en raison de la monétisation budgétaire et des difficultés d'accès aux financements extérieurs.

28. De son côté, le Soudan continue de subir les effets d'une hyperinflation, les prix à la consommation ayant augmenté de 235,3 % d'une année sur l'autre en 2024. La livre soudanaise a perdu plus des deux tiers de sa valeur sur les marchés officiels : le taux de change moyen, qui était de 704,5 livres soudanaises pour un dollar des États-Unis en 2023, est passé à 2 173,3 livres soudanaises en 2024, ce qui représente une multiplication par trois du taux de change, soit une perte d'environ 67,6 % de la valeur de la monnaie (voir tableau 1). Bien qu'on s'attende que l'inflation ralentisse pour revenir à 132,9 % en 2025 et à 87,1 % en 2026, cette perspective suppose une élimination progressive de la monétisation du déficit budgétaire et une amélioration des capacités de production. Dans le contexte actuel, la politique monétaire reste largement inefficace, les cadres institutionnels et opérationnels de fixation des taux étant pratiquement absents.

29. En ce qui concerne l'avenir, la tendance sous-régionale indique une normalisation progressive de la politique monétaire dans les pays où l'inflation est en baisse et où la crédibilité des banques centrales est intacte. Toutefois, les trajectoires des taux d'intérêt restent étroitement liées à la politique budgétaire, aux conditions de financement extérieur et à l'avancement des réformes structurelles.

IV. Dynamique de la balance des opérations courantes

30. La position extérieure de l'Afrique du Nord s'affaiblit, en même temps que s'accroissent les incertitudes sur le plan mondial. Cela conduit à un resserrement des conditions financières et à une fragilité croissante des flux commerciaux. Après avoir affiché un léger excédent courant (0,3 % du PIB) en 2023, la balance de la sous-région est devenue déficitaire en 2024 (-2,4 %). Elle devrait se détériorer légèrement en 2025, pour atteindre -2,5 %. Cette évolution est la conséquence de la baisse des recettes d'exportation d'hydrocarbures, de l'augmentation de la demande d'importations et de la persistance de déséquilibres extérieurs dans plusieurs pays. Si les chiffres globaux indiquent une tension modérée, un examen de la dynamique sous-jacente au niveau de chaque pays révèle des vulnérabilités profondes et une

⁶ Voir www.bkam.ma/Politique-monetaire/Cadre-strategique/Decision-de-la-politique-monetaire/Historique-des-decisions.

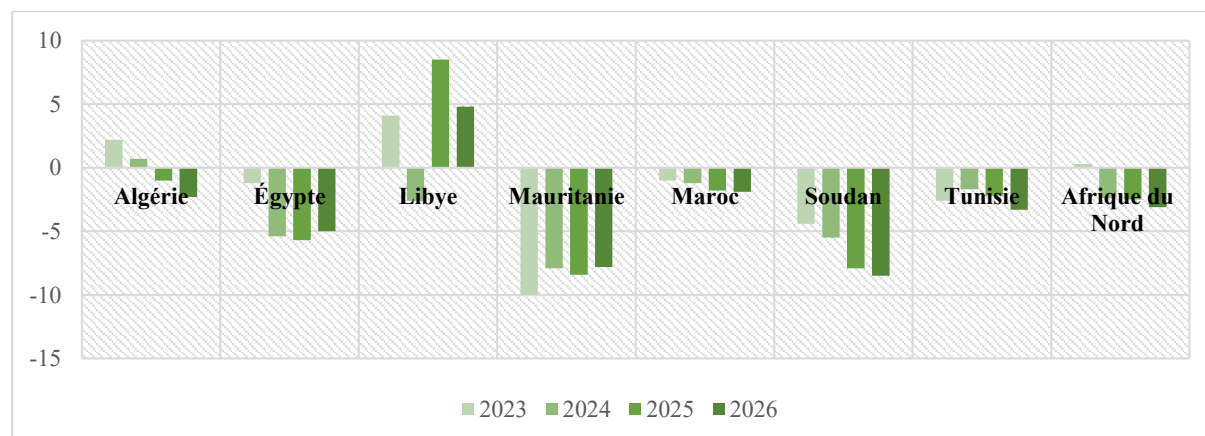
⁷ Banque mondiale, *Une connectivité accrue ouvre de nouvelles perspectives de croissance en Tunisie*, 14 mai 2025.

hausse des disparités. La figure IV illustre la balance des opérations courantes dans les différents pays d'Afrique du Nord, ainsi que la moyenne sous-régionale, de 2023 à 2026.

Figure IV

Balance des opérations courantes en Afrique du Nord

(en pourcentage du PIB)

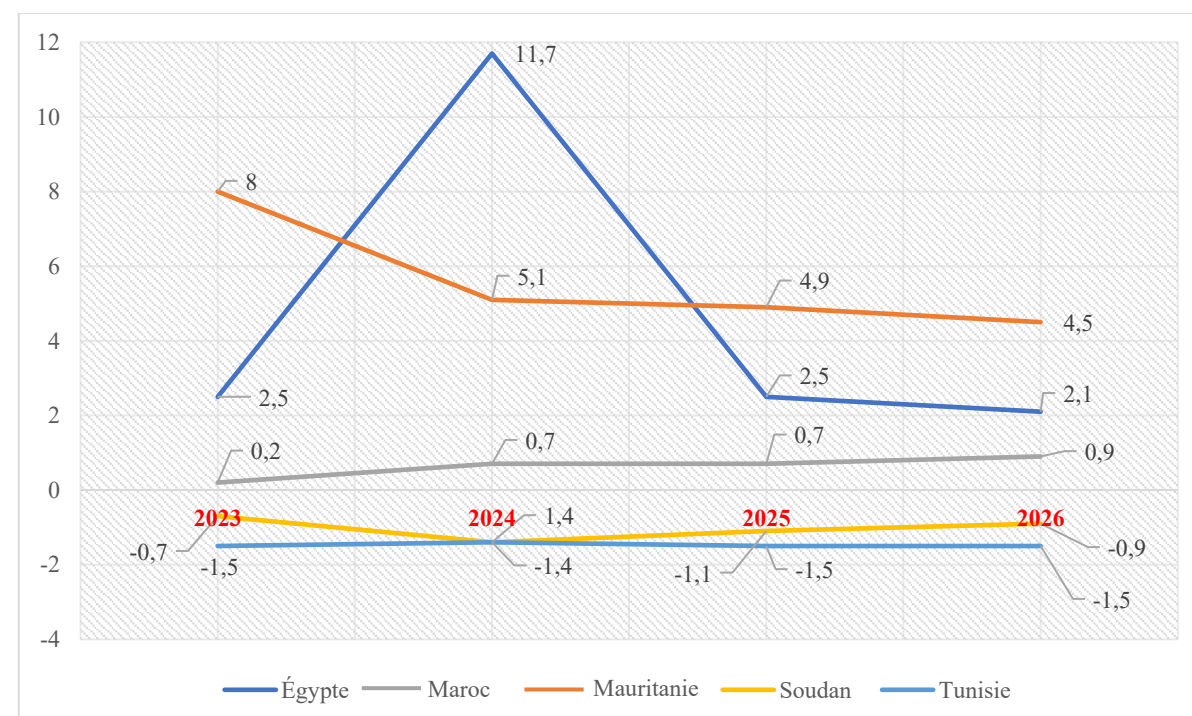


Source : Calculs de l'auteur, d'après les statistiques nationales de l'Égypte, du Maroc et de la Mauritanie ; et Banque africaine de développement, *Perspectives économiques en Afrique 2025 : Tirer le meilleur parti du capital de l'Afrique pour favoriser son développement* (2025).

Figure V

Flux nets d'investissements directs étrangers entrant dans les pays d'Afrique du Nord

(en pourcentage du PIB)



Source : Calculs de l'auteur, d'après la Banque mondiale, *Macro Poverty Outlook: Country-by-Country Analysis and Projections for the Developing World – Middle East and North Africa* (Washington, avril 2025).

31. En Algérie, la balance des opérations courantes a continué à diminuer, passant d'un excédent de 2,2 % du PIB en 2023 à un déficit anticipé de 1,0 % en 2025 et de 2,3 % en 2026. Cette baisse s'explique par une vulnérabilité croissante à l'instabilité du marché des hydrocarbures, la baisse des recettes provenant des exportations d'énergie coïncidant avec une hausse des importations tirée par les investissements et la consommation. Si les réserves officielles couvrent encore plus d'une année d'importations, le rétrécissement du solde de régularisation extérieur met en évidence les limites d'un modèle de croissance dépendant des hydrocarbures.

32. Le compte extérieur de l'Égypte reste sous pression, le déficit courant devant se creuser pour atteindre 5,7 % du PIB en 2025. La dépendance persistante à l'égard des importations de denrées alimentaires et d'énergie, la faiblesse des recettes tirées du canal de Suez et le service de la dette extérieure pèsent lourdement. En dépit de la stabilité des entrées provenant du tourisme et des envois de fonds, en plus de l'augmentation temporaire des investissements directs étrangers en 2024 à la suite de l'accord conclu entre l'Égypte et les Émirats arabes unis pour développer la région de Ras el-Hekma, les flux d'investissements devraient diminuer en 2025 (voir figure V). Il n'en est que plus urgent de diversifier les exportations et d'assouplir les taux de change.

33. La position extérieure de la Libye devrait se redresser après un déficit de 2,6 % du PIB en 2024, pour revenir à un excédent de 8,5 % en 2025, du fait de la reprise des exportations de pétrole et de la limitation des importations. Toutefois, les perspectives restent menacées par l'instabilité politique et les perturbations des infrastructures pétrolières. Le déficit courant de la Mauritanie devrait rester important : 8,4 % en 2025. Dans ce pays, les gains tirés des exportations d'or et des produits de la pêche sont contrebalancés par des retards dans la production de gaz et des risques externes tels que les chocs climatiques et l'instabilité régionale.

34. Au Maroc, le déficit de la balance courante devrait se creuser modérément pour atteindre 1,8 % en 2025, sous l'effet de l'augmentation des importations de biens d'équipement, malgré la vigueur des envois de fonds, l'importance des flux touristiques et la résilience des exportations. Les perspectives pour le financement du pays restent néanmoins solides, soutenues par des institutions robustes et un bon accès aux capitaux mondiaux. En Tunisie, la balance courante devrait accuser un déficit de 2,2 % en 2025, plombée par les importations d'énergie et l'étroitesse de la base des exportations. Le flux net d'investissements directs étrangers y reste négatif (voir figure V), ce qui est le signe d'un mouvement de fuite des capitaux et d'une faible confiance des investisseurs. La situation extérieure du Soudan est en crise, le déficit devant atteindre 7,9 % en 2025 et 8,5 % en 2026. Le conflit en cours a eu un effet dévastateur sur le commerce et les envois de fonds, tandis que le flux net d'investissements directs étrangers reste négatif (voir figure V) et que les réserves restent dangereusement faibles, couvrant moins de deux mois d'importations.

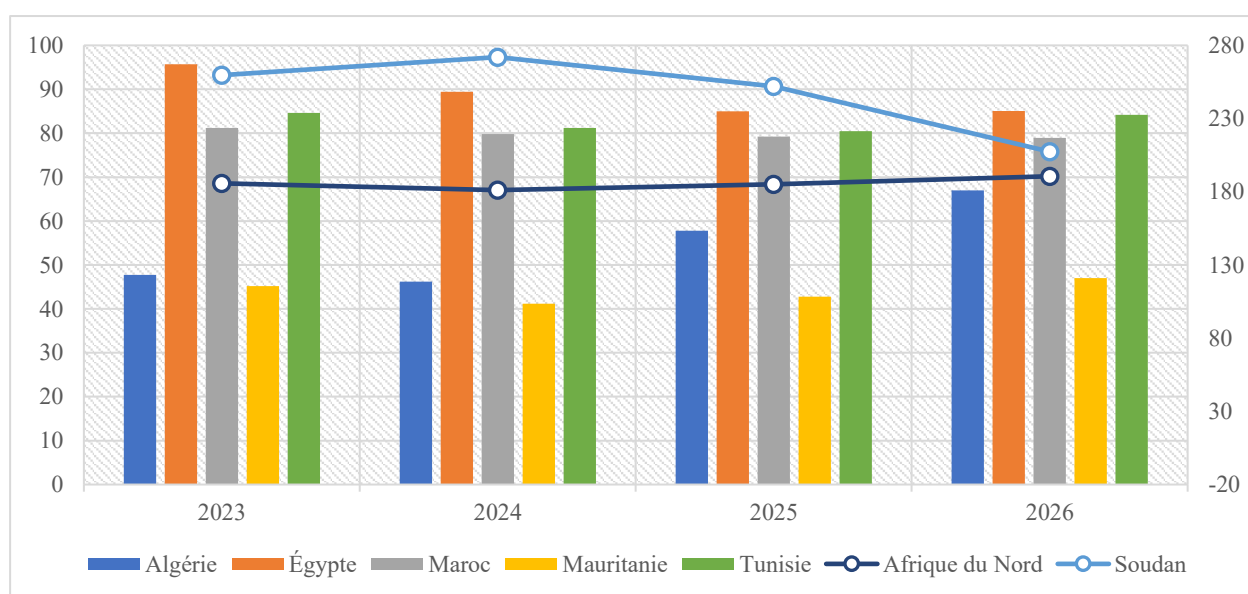
35. Dans l'ensemble, la sous-région se trouve à la croisée des chemins : l'Algérie, la Libye et le Maroc disposent d'une marge de manœuvre financière leur permettant de poursuivre les réformes, tandis que l'Égypte, la Tunisie et la Mauritanie doivent de toute urgence renforcer leur compétitivité et leur résilience. Pour le Soudan, il s'agit d'une question existentielle. En fin de compte, la voie de la stabilité extérieure de la sous-région ne dépend pas de mesures d'amortissement temporaires, mais de transformations structurelles : diversification des exportations, renforcement de l'intégration régionale et investissements favorables au commerce. Sans cela, la sous-région risque d'être soumise à des crises extérieures récurrentes.

V. Dynamique de la dette

36. En 2025, le profil de la dette de l'Afrique du Nord est le fruit d'un équilibre précaire entre stabilisation budgétaire à court terme et vulnérabilités structurelles croissantes. Comme on le voit à la figure VI, alors que le ratio moyen de la dette par rapport au PIB dans la sous-région (à l'exclusion de la Libye et du Soudan) devrait légèrement augmenter pour atteindre 68,4 % en 2025 (contre 67,0 % en 2024 et 68,6 % en 2023), ce chiffre global masque des asymétries grandissantes en ce qui concerne l'endettement, les conditions de financement et la résilience macroéconomique.

Figure VI

Dynamique de la dette en Afrique du Nord (en pourcentage du PIB)



Source : Calculs de l'auteur, d'après les statistiques nationales de l'Égypte, du Maroc, de la Mauritanie et de la Tunisie ; Fonds monétaire international, *Perspectives de l'économie mondiale : Un moment crucial dans un contexte de réorientations des politiques publiques* (Washington, 2025).

Note : L'échelle le long de l'axe vertical de droite vaut pour le Soudan. Les données pour l'Afrique du Nord excluent la Libye et le Soudan.

37. Le point de tension le plus critique réside dans l'aptitude à assurer le service de la dette, où les différences sont marquées. L'Égypte devrait consacrer 87,4 % de ses recettes d'exportation au service de la dette en 2025, un ratio extraordinaire qui représente près du double de ce qu'il était en 2024 (49,3 %) et en 2023 (33,2 %) (voir figure VII). Ce chiffre vertigineux est la conséquence d'une confluence de vulnérabilités : un encours important de la dette publique, une hausse des paiements d'intérêts, et des obligations arrivant à échéance qui dépassent 11,1 milliards de dollars⁸ pour le seul quatrième trimestre de l'exercice 2025. Malgré une légère amélioration de la dette nominale, qui devrait passer de 89,4 % du PIB en 2024 à 85,0 % en 2025 (voir figure VI), la charge du service de la dette du pays reste trop élevée, car les recettes d'exportation n'ont pas augmenté assez rapidement pour amortir le passif extérieur.

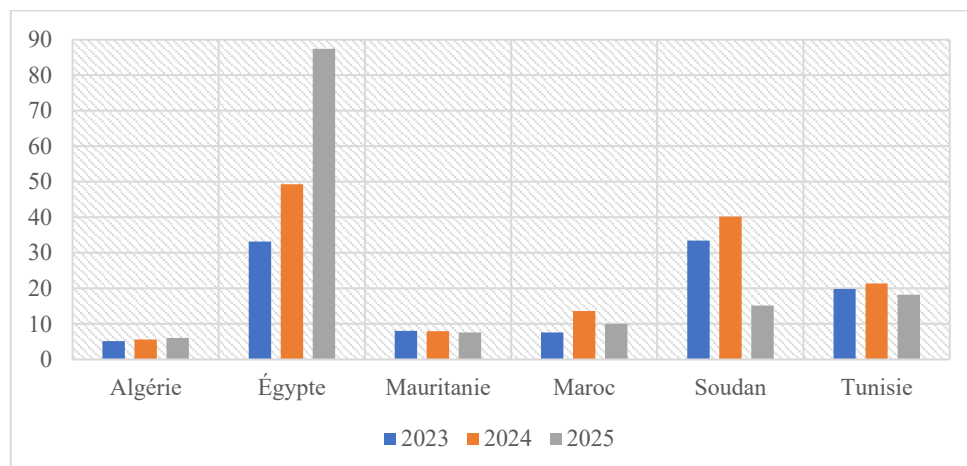
⁸ Banque mondiale, *Macro Poverty Outlook: Country-by-Country Analysis and Projections for the Developing World – Middle East and North Africa* (Washington, avril 2025).

Parallèlement à cela, le passif éventuel lié à la dette garantie par l'État (4 698 milliards de livres égyptiennes en juin 2024)⁹ pose d'importants risques à moyen terme, en particulier dans le contexte de la hausse des emprunts hors budget dans le secteur de l'énergie.

Figure VII

Service de la dette dans les pays d'Afrique du Nord

(en pourcentage du total des exportations)

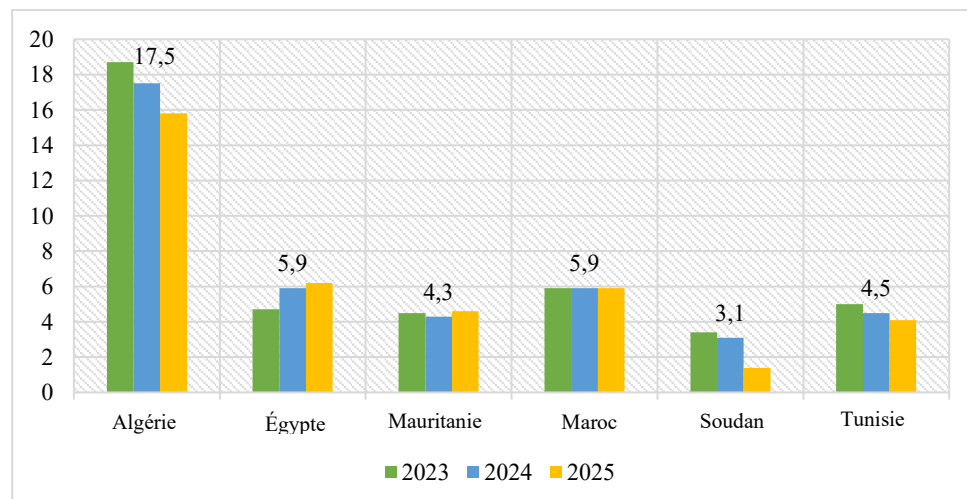


Source : Calculs de l'auteur, d'après la base de données socioéconomiques de la Banque africaine de développement. Disponible à l'adresse suivante : <https://dataportal.opendataforafrica.org/xdixvvd> (site consulté en janvier 2025).

Figure VIII

Réserves extérieures des pays d'Afrique du Nord

(nombre de mois d'importations couverts)



Source : Calculs de l'auteur, d'après la base de données socioéconomiques de la Banque africaine de développement. Disponible à l'adresse suivante : <https://dataportal.opendataforafrica.org/xdixvvd> (site consulté en janvier 2025).

⁹ FMI, Arab Republic of Egypt: 2025 Article IV Consultation, Fourth Review under the Extended Arrangement under the Extended Fund Facility, Requests for Waivers of Nonobservance and Modification of Performance Criteria, and Request for an Arrangement under the Resilience and Sustainability Facility – Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director For Egypt, Rapport de pays, n° 25/186 (Washington, 2025).

38. La situation des réserves extérieures de l'Égypte s'est améliorée progressivement : elles devraient pouvoir couvrir 6,2 mois d'importations en 2025, contre 5,9 mois en 2024 et 4,7 mois en 2023 (voir figure VIII). Bien que ces chiffres semblent indiquer une stabilisation à court terme, l'adéquation des réserves reste modeste par rapport aux besoins de financement extérieur et à la hausse de l'instabilité des taux de change.

39. La Tunisie fait face à un risque tout aussi élevé, le service de la dette absorbant 18,2 % des recettes d'exportation en 2025 (voir figure VII). Bien que son ratio dette/PIB doive se stabiliser autour de 80,5 % en 2025 (voir figure VI), le peu d'accès à des financements concessionnels et la dépendance croissante à l'égard d'emprunts intérieurs à court terme (plus de 52 % de la dette est désormais intérieure¹⁰) ont entraîné une hausse des coûts des intérêts. Comme en Égypte, les emprunts souverains en Tunisie évincent de plus en plus le crédit du secteur privé, ce qui aggrave les risques macrofinanciers. La situation des réserves de la Tunisie devrait encore s'affaiblir, la capacité de couverture des importations passant de 5,0 mois en 2023 à 4,1 mois en 2025 (voir figure VIII), du fait de la tension persistante au niveau de sa balance des paiements et de la limitation des entrées extérieures.

40. En revanche, certaines économies stabilisent ou améliorent leurs perspectives budgétaires. Le ratio dette/PIB de l'Algérie devrait passer de 46,2 % en 2024 à 57,8 % en 2025 (voir figure VI), financé principalement par des instruments nationaux à long terme à de faibles taux d'intérêt. Le service de la dette reste modeste, à 6,1 % des exportations en 2025 (voir figure VII), grâce aux recettes provenant des hydrocarbures. Toutefois, les soldes de régularisation sont en train de s'éroder. Les réserves de change du pays (qui restent les plus importantes de la sous-région en termes relatifs) devraient diminuer, passant de 18,7 mois de couverture des importations en 2023 à 15,8 mois en 2025 (voir figure VIII), ce qui indique une baisse de la capacité à absorber les chocs extérieurs en l'absence de réformes.

41. Le Maroc présente un cas de consolidation progressive. La dette devrait diminuer, passant de 79,8 % à 79,2 % du PIB entre 2024 et 2025 (voir figure VI). Le pays finance un peu plus de 45 % de ses besoins sur le plan intérieur¹¹ et même si le service de sa dette reste au niveau de 10 % des exportations en 2025 (voir figure VII), le profil de risque est circonscrit par des institutions plus solides et des cadres budgétaires crédibles. Les réserves de change devraient rester stables, la capacité de couverture des importations s'établissant à 5,9 mois tout au long de l'année 2025 (voir figure VIII), fruit de la régularité du solde extérieur et de la prudence de la gestion macroéconomique.

42. Ce paysage de la dette fait ressortir une bifurcation structurelle grandissante dans la sous-région. D'une part, des pays comme l'Algérie, la Mauritanie et le Maroc gèrent ou réduisent leur risque d'endettement grâce à une bonne discipline et à la préservation de leur solde de régularisation. D'autre part, des pays comme l'Égypte et la Tunisie font face à un rétrécissement de la marge de manœuvre budgétaire, à des vulnérabilités externes croissantes et à un risque de refinancement élevé. Si le profil d'endettement moyen de la sous-région peut sembler sous contrôle, il cache de plus en plus des vulnérabilités concentrées.

¹⁰ Banque mondiale, *Tunisie Bulletin de conjoncture économique : Une meilleure connectivité pour la croissance*, 2025.

¹¹ Maroc, Haut-Commissariat au plan, *Budget économique exploratoire 2026 : perspectives économiques pour les années 2025 et 2026*, juillet 2025.

VI. Réalités sociales et développement humain

43. La dynamique sociale en Afrique du Nord en 2025 souffre encore de problèmes structurels persistants, car les premiers signes de stabilisation économique n'ont toujours pas produit d'amélioration généralisée en matière d'emploi ou de réduction de la pauvreté. La capacité d'absorption du marché de l'emploi reste faible dans toute la sous-région ; la proportion de personnes employées par rapport à la population totale en âge de travailler (ratio emploi-population) reste inférieure au taux de référence mondial de 57,9 % pour 2025¹². Les estimations préliminaires laissent entrevoir des progrès modestes dans certains pays, même si des gains globaux demeurent inaccessibles.

44. L'Égypte est le pays qui devrait obtenir les meilleurs résultats à cet égard : son taux d'emploi est passé de 40,4 % en 2023 à environ 41,0 % en 2025 (voir tableau 3). Cette amélioration est le fruit d'une croissance certes faible, mais régulière, du recrutement dans le secteur structuré de l'économie, en particulier dans le bâtiment et les services. Le Maroc suit avec une légère augmentation (de 39,7 % en 2024 à 39,9 % en 2025). Les projections indiquent que ce ratio pourrait atteindre 40,0 % d'ici 2026 si la tendance actuelle se poursuit. La Tunisie semble connaître une reprise plus marquée, avec un taux d'emploi qui devrait passer de 38,5 % en 2023 à 39,9 % en 2025, même si l'on prévoit un recul à 39,0 % en 2026 en raison de contraintes structurelles persistantes.

45. En revanche, la situation de l'emploi en Algérie devrait encore se détériorer, les estimations faisant valoir une baisse, de 37,1 % en 2023 à 36,6 % en 2025, en raison de la stagnation du marché de l'emploi, malgré les efforts actuellement consentis en faveur de l'investissement public. Le Soudan demeure en proie au conflit et à l'instabilité économique, sans modification de son taux d'emploi, qui se maintient à 37,7 % depuis 2023, ce qui témoigne de problèmes profondément enracinés liés au caractère informel de l'économie, à la fragilité des institutions et au conflit.

Tableau 3

Taux d'emploi dans les pays d'Afrique du Nord

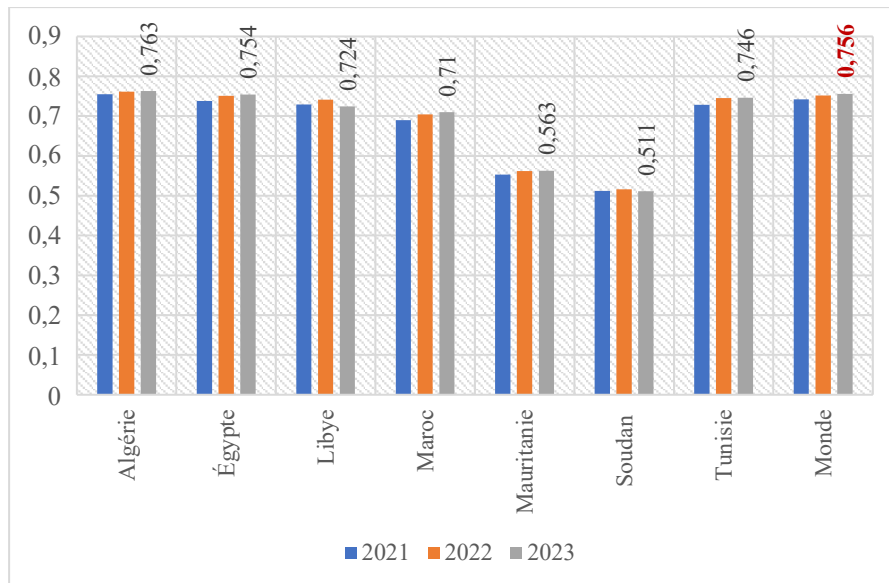
(en pourcentage de la population en âge de travailler âgée de 15 ans et plus)

Pays	2023	2024	2025	2026
Algérie	37,1	36,7	36,6	36,5
Égypte	40,4	40,4	41	41,6
Maroc	39,7	39,7	39,9	40
Soudan	37,7	37,7	37,7	37,7
Tunisie	38,5	38,8	39,9	39

Source : Banque mondiale, *Macro Poverty Outlook : Country-by-Country Analysis and Projections for the Developing World – Middle East and North Africa* (Washington, avril 2025).

¹² Organisation internationale du Travail, *Ratio emploi-population*, base de données ILOSTAT. Disponible à l'adresse suivante : <https://ilostat.ilo.org/fr/data/snapshots/employment-to-population-ratio/> (site consulté en juin 2025).

Figure IX
Indice de développement humain des pays d'Afrique du Nord



Source : Calculs de l'auteur, d'après l'indice de développement humain établi par le Programme des Nations Unies pour le développement. Disponible à l'adresse suivante : <https://hdr.undp.org/data-center/human-developmentindex#/indicies/HDI> (site consulté en juin 2025).

46. De la comparaison de l'indice de développement humain des différents pays d'Afrique du Nord (voir figure IX), il ressort que l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie font des progrès constants, se positionnant dans la catégorie des pays à développement humain élevé. Le Maroc se distingue comme le pays le plus performant, enregistrant la croissance relative la plus rapide, largement tirée par une amélioration substantielle de l'espérance de vie, de l'enseignement et des revenus. L'Égypte enregistre également des progrès remarquables, notamment grâce à une augmentation sensible du revenu national brut par habitant, parallèlement à des gains notables tant en ce qui concerne la scolarisation que l'espérance de vie. Même si elle se classe dans la catégorie des pays à développement humain élevé, la Libye ne connaît que des progrès limités, son développement global étant entravé par la stagnation de l'espérance de vie et la diminution des années de scolarité attendues. La Mauritanie, bien qu'elle reste dans la catégorie du développement humain moyen, a fait d'importants progrès en matière de longévité et d'enseignement, même si la croissance des revenus est relativement modeste. Le Soudan, enfin, demeure dans la catégorie des pays à faible développement humain, en conséquence des difficultés persistantes qu'il rencontre en matière de développement économique et social.

47. En 2025, les avancées sociales dans la sous-région restent inégales, les modestes progrès de l'indice de développement humain contrastant avec la faiblesse des résultats sur le marché de l'emploi. Si certains pays affichent une légère amélioration à cet égard, les défaillances structurelles et le caractère informel de l'économie continuent de faire obstacle à la croissance inclusive et à la réduction de la pauvreté dans toute la sous-région.

VII. Orientations stratégiques : renforcer la résilience et la prospérité

48. La reprise économique en Afrique du Nord reste précaire, situation due aux incertitudes mondiales, aux tensions géopolitiques, aux conflits régionaux, aux chocs climatiques et à des

faiblesses structurelles profondément enracinées. Pour s'acheminer vers une croissance durable et inclusive, les pays de la sous-région doivent appliquer une stratégie de réforme globale et coordonnée fondée sur la stabilité macroéconomique, la transformation structurelle, l'amélioration de la compétitivité, la résilience face aux changements climatiques et la consolidation des institutions. Bien que le contexte diffère d'un pays à l'autre, les problèmes communs à l'ensemble de la sous-région, tels que les pressions budgétaires et le taux de chômage élevé résultant de la dépendance excessive à l'égard des hydrocarbures, exigent la prise de mesures urgentes et cohérentes. Le renforcement de la résilience face aux changements climatiques (notamment par des investissements dans les énergies renouvelables, une meilleure gestion des ressources en eau et la mise en place d'infrastructures climatocompatibles) doit être intégré dans la planification budgétaire, sectorielle et d'investissement afin de préserver la croissance et la stabilité à long terme.

49. En Algérie, les perspectives économiques sont encore fortement liées à l'instabilité des marchés des hydrocarbures et aux difficultés que connaît l'agriculture en raison de la raréfaction des ressources en eau. Pour atténuer ces risques, le pays doit accélérer sa diversification économique en investissant dans des secteurs non pétroliers à forte valeur ajoutée tels que l'industrie manufacturière et les énergies renouvelables, en améliorant le climat des investissements et en libérant le potentiel de son capital humain.

50. L'Égypte est confrontée à une aggravation des chocs extérieurs, allant de perturbations dans la collecte des recettes du canal de Suez à une hausse des pressions budgétaires dues à l'afflux de réfugiés et à l'inflation. Ce pays doit continuer à renforcer ses recettes en devises par la promotion des exportations, la rationalisation des dépenses publiques et l'adoption d'une politique monétaire souple mais crédible, fondée sur l'indépendance de la banque centrale. La Libye, malgré ses vastes réserves pétrolières, reste soumise à une grande instabilité budgétaire et politique. Le secteur privé y connaît des difficultés en raison de la complexité juridique et de la faiblesse de la gouvernance. L'élargissement de l'assiette fiscale, une plus grande transparence des recettes pétrolières et l'expansion des investissements dans les infrastructures sont essentiels pour renforcer la résilience et encourager un développement inclusif.

51. Les perspectives économiques de la Mauritanie sont assombries par la diminution potentielle de l'aide extérieure au développement, les risques sécuritaires au Sahel, les changements climatiques et la baisse des revenus provenant du secteur extractif. Il convient dès lors de renforcer la gouvernance du capital naturel, d'accélérer la mise en œuvre des projets gaziers et d'encourager les investissements privés par le biais de réformes structurelles. Le Maroc a fait des progrès notables en matière de réforme institutionnelle, de gouvernance et de numérisation, mais fait face à une persistance des inégalités, à la stagnation de son marché de l'emploi et à une pénurie d'eau. Les efforts engagés pour améliorer la protection sociale, la mobilisation fiscale et les partenariats public-privé sont essentiels pour remédier aux vulnérabilités socioéconomiques croissantes. La Tunisie, accablée par une dette publique élevée, la lenteur des réformes et les pressions liées aux changements climatiques, doit restructurer ses entreprises publiques, rendre sa dette plus soutenable et créer un climat d'investissement plus attrayant grâce à une simplification de sa réglementation et à la numérisation des services publics.

52. Au niveau régional, les États nord-africains doivent adopter un programme de réforme commun axé sur un assainissement budgétaire efficace, des cadres monétaires coordonnés et une croissance tirée par les exportations. La politique budgétaire devrait être axée non plus sur l'austérité, mais sur une affectation plus judicieuse des ressources, consistant à réduire les subventions non ciblées, à donner la priorité aux infrastructures productives et à augmenter les

investissements verts. Des pays comme l'Égypte doivent rajuster leurs dépenses en capital et élargir leur assiette fiscale, visant en particulier les secteurs informel et rentier. La politique monétaire doit être transparente et fondée sur des règles claires afin de mieux ancrer les anticipations inflationnistes et de rétablir la confiance des investisseurs. Le renforcement de la coopération sur le plan monétaire devrait permettre de mieux absorber les chocs.

53. Pour renforcer la résilience extérieure, il est essentiel de procéder à des investissements sectoriels ciblés et de parvenir à une plus grande intégration commerciale. Le Maroc et la Mauritanie montrent les avantages pouvant être obtenus grâce à l'investissement dans des secteurs stratégiques tels que l'exploitation minière, l'énergie et la construction automobile. L'Algérie et la Libye doivent utiliser les revenus qu'elles tirent des hydrocarbures pour constituer des fonds souverains et investir dans la diversification à long terme. L'harmonisation des normes et l'amélioration des infrastructures transfrontalières dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine permettront de développer les échanges commerciaux et d'en amplifier les retombées positives.

54. La croissance inclusive doit être placée au centre de la conception des interventions. La lutte contre le taux de chômage élevé des jeunes, en particulier parmi les jeunes diplômés, exige une réforme profonde du marché de l'emploi, un renforcement de la formation professionnelle et un soutien à l'esprit d'entreprise. En élargissant l'accès à l'infrastructure numérique, aux services financiers et aux outils de création d'entreprises, on donnera aux petites et moyennes entreprises les moyens de se développer. Enfin, le développement du capital humain, la cohésion sociale et la durabilité environnementale (dont l'accès au financement de l'action climatique et une prise de participation régionale aux marchés du carbone) sont non seulement des impératifs moraux, mais aussi des nécessités stratégiques en faveur de la paix, de la prospérité et de la résilience à long terme.